

12/08/2005 À 03H17

En 1976, une canicule à créer un impôt sécheresse

Cet été-là, l'armée distribue de la paille aux éleveurs mais on craint un «refroidissement climatique».

BENSIMON Corinne

Juillet 1976. Cet été-là est celui de «la grande sécheresse». Celle dont le spectre rôde aujourd'hui, et de façon générale chaque fois que la France a soif. Il est vrai qu'elle fut longue et sévère, «historique». Un hiver peu arrosé, des nappes phréatiques qui n'ont pas fait le plein, un printemps et un été secs à griller des sauterelles. Même histoire que cette année, à deux «détails» près : en 1976, les températures grimpent à des sommets caniculaires. Et la sécheresse touche le nord du pays, son grenier à blé et ses bassins d'élevage. «Elle frappe au coeur une France nageant alors dans le progrès agricole», résume Bernard Seguin, spécialiste de l'impact de la sécheresse sur l'agriculture à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra).

Refroidissement. Nul ne songe, en 1976, à jeter la pierre à une agriculture «gourmande en eau». On ne demande pas non plus aux particuliers de cesser de laver leur voiture. Et on n'imagine pas de mettre en cause le mode de vie occidental. Certes, dans quelques cercles d'experts, on discute déjà des effets de l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère. Mais cet été-là, alors que 15 000 personnes manifestent contre la centrale nucléaire Superphénix de Creys-Malville, «la rumeur courait que la sécheresse était l'effet des explosions atomiques», se souvient Bernard Seguin. Le Monde du 19 juin explique que «les météorologistes s'inquiètent des répercussions qu'aura sur le climat la pollution de l'air par le gaz carbonique». Mais en précisant que, «depuis 1940, en effet, la Terre se refroidit peu à peu» et en titrant sur le «refroidissement climatique»...

On se bronze en Bikini sur les berges de Paris («le retour du droit au plaisir», applaudit Libération). Le samedi 3 juillet, 40 % des bus de la RATP refusent de sortir des dépôts pour protester contre un pic de 59° C dans les véhicules. Le 6, on débraye à la Samaritaine, Libération titre en une : «Travailler fait suer !»

En pleine lutte contre l'inflation postchoc pétrolier, la sécheresse/canicule tombe mal. Il faut amortir la grogne des assoiffés de la terre. Dès juin, le secrétaire d'Etat à l'Environnement avertit que «la situation va devenir très difficile pour l'agriculture, les baignades à cause de la pollution des rivières et la pêche en rivière». Il annonce que «les barrages-réservoirs sont à moitié vides» et propose un plan sur quinze ans de construction de 60 barrages... sans proposer de financement. A la fin du mois, l'armée est réquisitionnée pour amener de la paille aux éleveurs. On chiffre les pertes : 4 milliards de francs en moins dans la balance commerciale, une baisse d'un demi-point de la croissance annuelle du produit intérieur (elle est de 6 %, heureuse époque). Le 22 juillet, la canicule est finie. Il fait 16° C à Paris, Libération titre : «Le fond de l'air est frais» et met en vente son stock de ventilos «à prix Libé».

Impôt. Le 25 août, le gouvernement de Jacques Chirac annonce une aide de 2,2 milliards de francs aux agriculteurs, qui sera couverte en partie par un «impôt sécheresse». Il fera date, et débat. C'est le premier du genre et le seul jamais décrété en France. Le Premier ministre remet ce jour-là sa démission au président Giscard d'Estaing. Bilan de l'été chaud de 1976 : une innovation fiscale, une crise agricole, un tournant politique, un éleveur suicidé et 5 000 morts de la canicule. Passés inaperçus à l'époque...